

## MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1154 (2004 — 686)

[C — 2004/35478]

**30 JANUARI 2004.** — **Bijzonder decreet houdende wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, wat betreft de kieskringen voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 2004 vertoont de tekst op bladzijde 11070 en 11074 van het genoemde bijzonder decreet een materiële fout; voor de provincie Oost-Vlaanderen moet het kieskanton Oosterzele namelijk gelezen worden als het kieskanton Merelbeke.

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 1154 (2004 — 686)

[C — 2004/35478]

**30 JANVIER 2004.** — **Décret spécial modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, en ce qui concerne les circonscriptions électorales pour les élections du Parlement flamand. — Erratum**

Dans le *Moniteur belge* du 26 février 2004, le texte à la page 11070 et 11074 du décret spécial précité présente une erreur matérielle; pour la province de Flandre orientale, le canton électoral d'Oosterzele doit être lu comme le canton électoral de Merelbeke.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1155

[2004/200786]

**17 DECEMBRE 2003.** — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1981 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, plus particulièrement l'article 87;

Vu l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, tel qu'il a été modifié;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 19 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 27 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 17 décembre 2003;

Vu le protocole n° 291 du Comité de Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup> — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Les traitements du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française sont fixés par des échelles. Ces échelles sont composées d'un montant minimum, augmenté de montants dénommés "échelons", résultant des augmentations intercalaires.

Le montant maximum est constitué par la somme du montant minimum et de tous les échelons.

Ces montants sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

Toutes les échelles de traitements appartiennent à la classe "24 ans".

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté :

l'expression "service de l'Etat" désigne tout service relevant d'un pouvoir législatif ou d'un pouvoir exécutif belge, ou encore, du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;

l'expression "service d'Afrique" désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

l'expression "services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique" désigne :

1<sup>o</sup> tout service relevant d'un pouvoir exécutif belge et constitué en personne juridique;

2<sup>o</sup> tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Urundi et était constitué en personne juridique;

3<sup>o</sup> tout service relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

4<sup>o</sup> toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

Pour ce qui concerne les associations sans but lucratif, la prépondérance de l'autorité publique se vérifie par rapport à l'importance de sa représentation effective au sein tant de leur assemblée générale que de leur conseil d'administration.

## CHAPITRE II. — Régime organique

### Section 1<sup>re</sup>. — Personnel scientifique non dirigeant

#### De la fixation des échelles de traitements

**Art. 3.** L'échelle de chaque grade est fixée eu égard à son rang et selon les conditions fixées ci-après :

Rang A

1<sup>o</sup> attaché : 20 401,64 - 3 annales de 684,29, 11 biennales de 1.280,28 :

2<sup>o</sup> assistant : 25.285,15 - 3 annales de 618,08, 10 biennales de 1.081,61 :

3<sup>o</sup> premier assistant : 28.344,92 - 3 annales de 618,08, 9 biennales de 1.081,61 :

Rang B

Chef de travaux : 29.183,64 - 11 biennales de 1.280,28

Rang C

Chef de travaux agrégé : 29.669,46 - 14 biennales de 1.324,45

#### De la fixation du traitement

**Art. 4.** A Chaque modification du présent statut pécuniaire, tout traitement établi en vertu de celui-ci est à nouveau fixé comme si la modification avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

**Art. 5.** Pour la détermination de l'âge de l'agent en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui tombe à une date autre que le premier du mois est toujours reporté au premier jour du mois suivant.

**Art. 6.** L'agent qui n'a pas atteint l'âge de 24 ans bénéficie du traitement minimum de son échelle.

**Art. 7.** Tout changement d'échelle de traitement qui intervient à une date autre que le premier d'un mois ne porte ses effets qu'au premier jour du mois qui suit ledit changement.

**Art. 8.** L'agent définitif qui a été promu n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade un traitement inférieur à celui dont il aurait bénéficié dans son ancien grade.

#### Des services admissibles et du calcul de l'ancienneté pécuniaire

**Art. 9.** Sauf dispositions contraires, sont seuls admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire :

1<sup>o</sup> L'ancienneté scientifique telle qu'elle est définie à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française;

2<sup>o</sup> Les services effectifs que l'agent a prestés, à partir de l'âge de 24 ans,

- en faisant partie des services de l'Etat ou des services d'Afrique ou d'autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaires de carrière,

- en faisant partie des établissements d'enseignement de l'Etat ou des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

- en faisant partie des établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes;

- en faisant partie des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

Sont également admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, et cela pour une durée maximum de six ans, les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes.

Les services prestés au sein d'une institution étrangère correspondant à une des institutions visées aux alinéas précédents sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire aux mêmes conditions que celles visées auxdits alinéas lorsque cette admissibilité répond à une obligation de droit international s'imposant à la Communauté française.

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 9 :

1<sup>o</sup> l'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement;

2<sup>o</sup> sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

3<sup>o</sup> sont réputés militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires, à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou rengagement;

e) les aumôniers et les conseillers laïques des cadres actifs de même que les aumôniers et les conseillers laïques de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie.

**Art. 11.** Pour toute période durant laquelle l'agent a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans son grade ainsi que dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives de l'agent.

**Art. 12.** Les services admissibles qui couvrent le mois calendrier entier sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui ne couvrent pas un mois calendrier entier sont valorisés dans l'ancienneté pécuniaire à concurrence d'un mois par cumul de services effectifs atteignant 21 jours ouvrables avec effet le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui au cours duquel cette condition de valorisation est remplie.

Toutefois, la durée des services admissibles que l'agent a prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement est fixée par le ministre dont il dépend sur la base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes, établie conformément aux modèles figurant aux annexes II et III du statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'est effectué en dixièmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire, sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; on ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation, qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services à prendre en considération.

**Art. 13.** La durée des services admissibles que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

#### Du calcul du traitement

**Art. 14.** L'agent bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté, celle-ci étant formée du total des services admissibles repris à l'article 9.

**Art. 15.** Pour la détermination du traitement, conformément à l'article 14, est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où l'agent compte le plus grand nombre d'années formant l'ancienneté.

#### Du paiement du traitement

**Art. 16.** Les articles 19 à 21 du statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables, au personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française.

### Section 2. — Personnel dirigeant

#### De la fixation des échelles de traitements

**Art. 17.** L'échelle de chaque fonction dirigeante est fixée eu égard à son titre :

Directeur : 39.308,08 - 6 triennales de 3.311,04

Directeur scientifique : 33.495,97 - 8 triennales de 2.428,07

#### De la fixation du traitement

**Art. 18.** Les articles 4 à 8 du présent arrêté sont d'application.

#### De la fixation des services admissibles et du calcul de l'ancienneté pécuniaire

**Art. 19.** Sauf dispositions contraires, sont seuls admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dans une fonction dirigeante les services effectifs prestés qui comportent des prestations complètes.

Pour l'application de cet article, il est fait référence aux dispositions de l'article 11, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 20.** Les articles 11 et 12 du présent arrêté sont d'application.

#### Du calcul du traitement

**Art. 21.** L'agent bénéficie à tout moment du traitement correspondant à son ancienneté telle qu'elle est définie à l'article 19.

Pour la détermination du traitement est seule retenue l'ancienneté utile, c'est à dire celle acquise au moment où l'agent compte le plus grand nombre de fois trois ans que comporte l'ancienneté.

**Art. 22.** Tout membre du personnel scientifique ou tout titulaire d'une fonction rétribuée par l'Etat, par les autres services publics ou par un organisme public doté de la personnalité juridique, qui est nommé à l'une des fonctions dirigeantes, reçoit dans l'échelle de sa nouvelle fonction, à tout moment, le traitement immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait dans son ancienne fonction. Toutefois, si la différence entre l'ancien et le nouveau traitement est inférieur au montant de l'augmentation triennale prévue dans l'échelle de la nouvelle fonction, il obtient à tout moment l'échelon immédiatement supérieur dans cette échelle.

#### Du paiement du traitement

**Art. 23.** Les dispositions de l'article 16 sont d'application.

### CHAPITRE III. — Mesures transitoires et finales

**Art. 24.** Pour l'application en vigueur du présent arrêté, l'ancienneté pécuniaire des agents est fixée, à sa date d'entrée en vigueur, à l'ancienneté pécuniaire dont ils bénéficiaient à cette date, compte tenu des dispositions qui leur étaient applicables.

Toutefois, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'ancienneté pécuniaire acquise par le titulaire d'une échelle relevant du groupe B au titre de services inférieurs est réputée avoir été acquise au titre de services équivalents.

**Art. 25.** Pendant une période de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles qu'il édicte, sont réglés par le Gouvernement.

Il ne peut, toutefois, être dérogé aux articles 3, 13 et 17.

**Art. 26.** Les agents qui ont été désignés ou nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1982, et qui sont entrés en service avant cette date, continuent de bénéficier des échelles de traitement suivantes :

Attaché : 22.370,26 - 3 annales de 613,08 - 8 biennales de 949,21

Assistant : 25.254,60 - 3 annales de 618,08 - 8 biennales de 1.081,61

**Art. 27.** L'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, tel qu'il a été modifié, est abrogé.

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française.

**Art. 29.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1155

[2004/200786]

**17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 19 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 december 2003;

Gelet op het protocol nr. 291 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag aan de Raad van State om binnen een termijn van hoogstens één maand advies te verlenen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 2003 ter uitvoering van artikel 84, lid 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 2003,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** De wedden van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap worden in weddeschalen bepaald. Die weddeschalen bestaan uit een minimumbedrag, vermeerderd met bedragen die "trappen" heten en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen.

Het maximumbedrag bestaat uit de som van het minimumbedrag en alle trappen.

Deze bedragen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

Alle weddeschalen behoren tot de klasse "24 jaar".

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet :

verwijst de uitdrukking "dienst van de Staat" naar elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van een Belgische wetgevende macht of Belgische uitvoerende macht, of nog, van de gerechtelijke macht;

verwijst de uitdrukking "dienst van Afrika" naar elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi;

verwijst de uitdrukking "andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika" naar :

- 1<sup>o</sup> elke rechtspersoonlijke dienst die van een Belgische uitvoerende macht afhangt;
- 2<sup>o</sup> elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi;

3<sup>o</sup> elke dienst die afhangt van een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten alsook elke dienst die afhangt van een aan een provincie of gemeente ondergeschikte instelling;

4<sup>o</sup> elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

Voor de verenigingen zonder winstmerk, wordt het overwegend aandeel van de openbare overheid gemeten naar de omvang van haar werkelijke vertegenwoordiging binnen zowel hun algemene vergadering als binnen hun raad van bestuur.

HOOFDSTUK II. — *Organieke regeling*

*Afdeling 1.* — Niet-leidend wetenschappelijk personeel

Vaststelling van de weddeschalen

**Art. 3.** De schaal van iedere graad wordt bepaald in functie van de rang en volgens de nadere regels hierna bepaald :

Rang A

1<sup>o</sup> Attaché : 20.401,64 - 3 jaarlijkse verhogingen van 684,29, 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1.280,28;

2° Assistent : 25.285,15 - 3 jaarlijkse verhogingen van 618,08, 10 tweejaarlijkse verhogingen van 1.081,61;  
 3° Eerste assistent : 28.344,92 - 3 jaarlijkse verhogingen van 618,08, 9 tweejaarlijkse verhogingen van 1.081,61;  
 Rang B  
 Werkleider : 29.183, 64 - 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1.280,28  
 Rang C  
 Geaggregeerde werkleider : 29.669,46 - 14 tweejaarlijkse verhogingen van 1.324,45

#### Vaststelling van de wedde

**Art. 4.** Bij elke wijziging van dit geldelijk statuut, wordt elke krachtens dit statuut vastgestelde wedde opnieuw vastgesteld alsof de wijziging altijd had bestaan. Indien de aldus opnieuw vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke de ambtenaar in zijn graad en in zijn kwalificatiegroep genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft hij de hoogste wedde genieten totdat hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

**Art. 5.** Voor het bepalen van de leeftijd van de ambtenaar met het oog op de vaststelling van zijn wedde, wordt de verjaardag die niet op de eerste van de maand valt, steeds verschoven naar de eerste dag van de volgende maand.

**Art. 6.** De ambtenaar die de leeftijd van 24 jaar niet heeft bereikt geniet de minimumwedde van zijn schaal.

**Art. 7.** Elke wijziging van weddeschaal die geschiedt op een andere datum dan de eerste dag van een maand, heeft pas op de eerste dag van de maand die op deze wijziging volgt, uitwerking.

**Art. 8.** De vastbenoemde ambtenaar die werd bevorderd, ontvangt nooit, in zijn nieuwe graad, een wedde die lager is dan de wedde die hij in zijn vroegere graad zou hebben genoten.

#### In aanmerking komende diensten en berekening van de geldelijke anciënniteit

**Art. 9.** Behoudens andersluidende bepalingen, komen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit enkel in aanmerking :

1° de wetenschappelijke anciënniteit zoals bedoeld bij artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

2° de effectieve diensten die de ambtenaar verricht heeft, met ingang van zijn 24ste jaar terwijl hij behoorde :

- tot de onderwijsinstellingen van de Staat of de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

- tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een ambt met volledige prestaties dat door een weddetoelage bezoldigd wordt;

- tot de vrije gesubsidieerde diensten van school- en beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra, als burgerlijk of geestelijk titularis van een ambt met volledige prestaties dat door een weddetoelage bezoldigd wordt.

Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit komen eveneens in aanmerking, en dit voor een maximumduur van zes jaar, de diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties.

De diensten die verricht werden binnen een buitenlandse instelling die overeenstemt met een van de instellingen bedoeld bij de vorige leden worden in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit op dezelfde voorwaarde als deze bepaald bij bedoelde leden wanneer dit gevolg geeft aan een verplichting van internationaal recht die de Franse Gemeenschap in acht moet nemen.

**Art. 10.** Voor de toepassing van artikel 9 :

1° wordt de ambtenaar geacht effectieve diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2° zijn volledig, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

3° worden als beroepsmilitair beschouwd :

a) de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten met uitsluiting van oefeningsprestaties;

c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederindienstneming;

e) de aalmoezeniers en lekenadviseurs van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers en reservelekenadviseurs die in vredestand in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen.

**Art. 11.** Voor elke periode waarin de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten welke hij in een andere graad mocht hebben verricht niet meegeteld bij de vaststelling van zijn wedde in zijn graad alsook in enige latere graad welke met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van de ambtenaar.

**Art. 12.** De in aanmerking komende diensten die een volle kalendermaand bestrijken, worden rechtstreeks meegeteld in de geldelijke anciënniteit.

De in aanmerking komende diensten die geen volle kalendermaand bestrijken, worden meegeteld in de geldelijke anciënniteit ten belope van één maand per samentelling van werkelijke diensten die 21 werkdagen bestrijken met ingang van de eerste dag van de maand die volgt deze waarop deze voorwaarde vervuld is.

Nochtans, wordt de duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht echter door de minister onder wie hij ressorteert vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten en opgesteld overeenkomstig de in de bijlagen II en III vermelde modellen van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De op dit attest vermelde volledige prestaties, waarvoor de betaling in 10den gebeurde, en die per schooljaar geen volledig jaar werkelijke diensten vertegenwoordigen, worden dag per dag samengeteld. Het totale aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2. Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het bekomen product geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden; met de rest wordt geen rekening gehouden.

De op hetzelfde attest vermelde volledige prestaties, die bewijzen dat de ambtenaar een volledig schooljaar heeft gewerkt, gelden voor een totaal van 300 dagen en leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op.

**Art. 13.** De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar telt, mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedekte periodes overschrijden.

#### Berekening van de wedde

**Art. 14.** De ambtenaar geniet op elk ogenblik de wedde die overeenkomt met zijn anciënniteit, waarbij deze uit alle in aanmerking komende diensten opgenomen bij artikel 9 bestaat.

**Art. 15.** Om de wedde te bepalen, overeenkomstig artikel 14, wordt enkel in aanmerking genomen de nuttige anciënniteit, met name deze verworven op het ogenblik dat de ambtenaar het hoogste aantal anciënniteitjaren telt.

**Art. 16.** De artikelen 19 tot 21 van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap.

#### Afdeling 2. — Leidend personeel

##### Vaststelling van de weddeschalen

**Art. 17.** De schaal voor ieder leidend ambt wordt vastgelegd met betrekking tot de hoedanigheid :

Directeur : 39.308,08 - 6 driejaarlijkse verhogingen van 3.311,04

Wetenschappelijk Directeur : 33.495,97 - 8 driejaarlijkse verhogingen van 2.428,07.

##### Vaststelling van de wedde

**Art. 18.** De artikelen 4 tot 8 van dit besluit zijn van toepassing.

Vaststelling van de in aanmerking komende diensten en berekening van de geldelijke anciënniteit

**Art. 19.** Behoudens andersluidende bepalingen, worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit in een leidend ambt de effectieve diensten verricht met volledige prestaties.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt verwezen naar de bepalingen van artikel 11, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

**Art. 20.** De artikelen 11 en 12 van dit besluit zijn van toepassing.

##### Berekening van de wedde

**Art. 22.** Ieder lid van het wetenschappelijke personeel of iedere titularis van een ambt bezoldigd door de Staat, door een andere openbare dienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, dat (die) benoemd is in een van de leidende ambten, bekomt in de schaal van zijn nieuw ambt, op elk ogenblik, de wedde die rechtstreeks hoger ligt dan zijn wedde in zijn vorige ambt. Niettemin, indien het verschil tussen de vorige en de nieuwe wedde kleiner is dan het bedrag van de driejaarlijkse verhoging bepaald in de weddeschaal van het nieuw ambt, verkrijgt hij op elk ogenblik de trap die rechtstreeks hoger ligt in deze schaal.

##### Uitbetaling van de wedde

**Art. 23.** De bepalingen van artikel 16 zijn van toepassing.

#### HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 24.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt de geldelijke anciënniteit van de ambtenaren, op de datum van de inwerkingtreding ervan, vastgesteld op de geldelijke anciënniteit die zij op die datum genoten, rekening houdend met de bepalingen die op hen van toepassing waren.

Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt de geldelijke anciënniteit die voor lagere diensten verkregen was door de titularis van een schaal die onder groep B ressorteerde, echter geacht verkregen te zijn voor gelijkwaardige diensten.

**Art. 25.** Gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de gevallen die, in het licht van het nieuwe geldelijk statuut, een specifieke behandeling vereisen door de Regering met open geest geregeld wat betreft de letterlijke toepassing van de regels.

In geen enkel geval mag echter van de artikelen 3, 13 en 17 afgeweken worden.

**Art. 26.** De voor 1 oktober 1982 aangewezen of benoemde ambtenaren, en die in dienst getreden zijn voor deze datum, blijven de volgende weddeschalen genieten :

Attaché : 22.370,26 - 3 jaarlijkse verhogingen van 613,08 - 8 tweejaarlijkse verhogingen van 949,21

Assistent : 25.254,60 - 3 jaarlijkse verhogingen van 618,08 - 8 tweejaarlijkse verhogingen van 1.081,61.

**Art. 27.** Het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 29.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT